

Les modèles révolutionnaires

Jean Baechler

Volume 3, numéro 3, 1972

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700214ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700214ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Baechler, J. (1972). Les modèles révolutionnaires. *Études internationales*, 3(3), 299–317. <https://doi.org/10.7202/700214ar>

LES MODÈLES RÉVOLUTIONNAIRES

par Jean BAECHLER *

L'apparition au XIX^e siècle, et la multiplication au XX^e de groupes idéologico-politiques qui ont à leur programme la subversion révolutionnaire, ont fait naître sur l'éventail des systèmes idéologiques — à quoi est consacré l'essentiel de l'activité intellectuelle de l'humanité — une nouvelle orientation : la production de ce que l'on conviendra d'appeler des modèles révolutionnaires. En ce domaine, la descendance de Marx — en y incluant tous ceux qui se réclament de lui, sans chercher à déterminer si cette filiation est légitime ou non — s'est révélée particulièrement active. Au delà de la diversité et des divergences qui tiennent aux époques, aux situations et aux tempéraments, il est possible de dégager les principaux éléments qui constituent ces modèles, d'en déterminer les principes d'organisation et d'en construire, de ce fait, un tableau ordonné.

Quelques définitions ne seront peut-être pas superflues. Une révolution, par nature, concerne le système politique et désigne les ruptures qui l'affectent. Cette acception large recouvre toute une série de faits de plus ou moins grande ampleur : cela va du simple changement du personnel politique dirigeant (la révolution de palais, par exemple) jusqu'au changement de civilisation, par la subversion des hiérarchies sociales et la réorientation des finalités du groupe social, en passant par la redéfinition des règles du jeu politique. Or les groupes qui nous occupent présentement, ont retenu une vision restrictive des révolutions. Ils entendent par là une situation caractérisée par la rupture de la légalité, la prise du pouvoir par une minorité appuyée par les masses, l'exaltation collective et des visées millénaristes. Il s'ensuit, d'abord, que tous les autres types révolutionnaires sont frappés d'illégitimité, ce qui explique la méconnaissance de l'intelligentsia française pour la *Glorious Revolution* anglaise de 1688 et la « Révolution américaine », ou que 1848 soit bien plus célèbre et chanté que 1830, ou encore le mythe persistant de la Commune. Il en découle, ensuite, que les exemples historiques auxquels on puisse se référer sont en nombre limité et se retrouvent

* *Chargé de recherche au CNRS — Paris.*

toujours les mêmes : Angleterre en 1640, Révolution française (le mythe majeur et, pourrait-on dire, fondateur), 1848, la Commune, 1905 (un peu), 1917 (beau-coup), les révolutions chinoise et cubaine.

On désigne par *modèle* un schéma abstrait qui retient les lignes de force par quoi une situation historique est structurée et détermine les actions qui, compte tenu de ces lignes de force, doivent mener à l'accomplissement d'une révolution, telle que définie ci-dessus. Ainsi, par définition, un modèle ne s'occupe pas des particularités et des singularités d'une situation précise, de même que l'art militaire fait la théorie du débordement par les flancs ou de la percée frontale, sans prétendre entrer dans le détail d'un engagement concret. Le modèle n'est pas construit a priori, mais se réfère à des précédents dont certaines caractéristiques sont considérées comme typiques et susceptibles de se reproduire à l'avenir. Mais, simultanément, les situations ne sont pas entièrement déterminées par des facteurs structuraux, sinon il serait impossible et inutile de prétendre y intervenir pour infléchir le déroulement des événements dans le sens désiré. Autrement dit, un modèle, en se prétendant à la fois système de perception de la réalité sociale et système d'action, est constamment tendu entre le déterminisme et le volontarisme ; chaque modèle réalise un équilibre différent et arbitraire (en ce sens qu'il s'agit d'un choix dérisoire) entre ces deux directions.

Une deuxième source de tensions réside dans les contradictions qui peuvent apparaître entre les éléments qui définissent la révolution (rupture de la légalité, prise du pouvoir, exaltation populaire et projet millénariste). Postuler simultanément la disparition de l'État et la prise du pouvoir par les révolutionnaires ne laisse pas de faire problème ; comme fait problème l'opposition des fins dernières et les contraintes du présent, par exemple de la libération du travail et de son organisation nécessaire. Ici encore, plusieurs solutions sont possibles et elles sont tout aussi arbitraires. Il s'ensuit qu'on ne trouve jamais un seul modèle disponible mais plusieurs en concurrence. Il s'ensuit aussi que les modèles révolutionnaires ne sont pas de simples recettes pour l'action mais constituent des représentations totales de la réalité, où, mêlées à des données de fait passibles de vérification et de falsification, on trouve des propositions quasi théologiques, qui ne se réfèrent à aucune réalité, mais sont secrétées par le système intellectuel lui-même et n'ont de sens que dans le système lui-même.

Pour espérer ordonner ce magma, l'on peut tenter, en un premier temps, d'analyser les éléments constitutifs de tout modèle et les variations qui les affectent. Dans un deuxième temps, on essaiera de reconstruire les principaux modèles, à partir des différentes possibilités de combiner ces éléments. Enfin, l'on se demandera quelles sont les probabilités et les conditions de réalisation de ces modèles. Car, malgré tout, il survient de temps à autre des révolutions, qui donnent la possibilité de vérifier dans les faits la crédibilité des modèles.

I - LES ÉLÉMENTS DU MODÈLE

On peut, pour la commodité de l'exposé et en rappelant que nous considérons seulement la tradition marxiste, les regrouper en quatre rubriques empruntées à la rhétorique classique. *Qui, où, comment, pourquoi fait-on une révolution ?*

A) Qui ?

Deux grandes possibilités se présentent qui, quelles que soient les nuances introduites, décident de deux orientations foncièrement distinctes : celle qui confie la tâche de faire la révolution aux masses et celle qui s'en repose sur le parti. La première fait confiance à la spontanéité des opprimés ; la seconde n'en attend rien de bon ; l'une croit que chaque homme est capable de décider de son destin, l'autre confie ce soin à une minorité d'hommes compétents. L'une voit le processus révolutionnaire comme une vague qui grossit irrésistiblement avant de déferler ; l'autre comme une conjoncture mouvante où il s'agit de s'immiscer efficacement. La première est celle de Marx et d'Engels ; la deuxième doit beaucoup plus à Lénine.

Il va de soi que le terme de masses, même remplacé par celui de prolétariat, est trop vague pour fonder une stratégie efficace. Une nouvelle différenciation apparaît avec la détermination du sujet de l'histoire. On la trouve dans deux catégories bien distinctes : ou bien ce sujet fait partie du système social considéré, ou bien il se situe à sa périphérie. Dans le premier cas, il s'agira d'un groupe social qui sera décrété malheureux, opprimé et voué à l'insurrection : il est susceptible de gagner, car il occupe une situation stratégique dans le système social, ce qui veut dire qu'il constitue un rouage central et indispensable. Trois groupes sociaux paraissent remplir ces conditions : les paysans dans les sociétés agraires et, dans les sociétés industrielles, les ouvriers et/ou les cadres ¹.

Dans le deuxième cas, on élira des groupes qui, pour une raison ou pour une autre, sont rejetés du système, refusent de s'y intégrer ou n'y occupent aucune position centrale : les minorités raciales, les jeunes, les étudiants, les femmes... S'il abandonne aux tenants de cette interprétation le soin de préciser par quel miracle des éléments périphériques pourraient parvenir au pouvoir et réorganiser une société en fonction de leurs propres points de vue, l'analyste est enclin à penser que des positions aussi bizarres ne peuvent apparaître et prendre corps que là où la situation n'est pas révolutionnaire, là où les révolutionnaires, faute de trouver des troupes sérieuses, sont contraints de se rabattre sur des marginaux ou des inadaptés.

Les modèles à parti sont également deux. Ou bien l'on entend par parti l'ensemble — au moins tendanciel — de ceux qui constituent le sujet de l'histoire : le parti ouvrier désigne l'ensemble des ouvriers, avec, bien entendu, une organisation et une hiérarchie, mais point rigides ; les conditions d'accès sont très larges ; il suffit d'en accepter les principes généraux. Ou bien n'entreront dans le parti que des individus sélectionnés en vertu de leurs capacités révolutionnaires ; il regroupera des professionnels exercés et voués à une tâche exclusive : la révolution. On sait que c'est sur ce problème : parti de masse ou parti d'avant-garde, que s'est partagée la social-démocratie russe en 1903, entre mencheviks et bolcheviks. En fait, les choses sont encore plus compliquées, en ce sens que le

¹ Les bourgeois sont exclus par définition, puisque tous ces projets révolutionnaires se font contre eux. Je ne construis pas ici une typologie des révolutions, mais je tente de rendre compte des modèles actuellement disponibles sur le marché révolutionnaire.

partage entre masse et parti recoupe le partage entre masses intégrées et périphériques, d'une part, et parti de masse ou d'élite, d'autre part. Toute une gamme de combinaisons est ainsi possible, du moins en principe. En cours d'exposé, nous verrons peu à peu se mettre en place les combinaisons qui ont fini par prévaloir.

B) Où ?

Depuis au moins un siècle, en Occident et, par diffusion, dans le reste du monde, la perception prévalente est d'ordre économique, nous voulons dire que les sociétés sont classées et analysées à partir du sous-système économique. Il n'est pas certain que cette orientation soit scientifiquement heureuse, car l'extension des concepts est si vaste que leur compréhension est très faible. Sur un même fondement technico-économique, tel que l'agriculture, on trouve les systèmes bureaucratiques d'Égypte, de Chine ou du Pérou, les systèmes féodaux d'Europe ou du Japon, les systèmes pluralistes de Suisse, des Pays-Bas ou des premiers États-Unis. Il n'en reste pas moins que le grand partage s'établit entre les sociétés industrielles et les sociétés agraires.

Selon que l'on place le lieu de la révolution dans les unes ou dans les autres, on obtient des visions radicalement différentes. Pour Marx, cela ne faisait même pas problème : la révolution socialiste ne pouvait se produire que dans les pays capitalistes, en ce sens que la révolution représentait un passage obligatoire entre deux états successifs et nécessaires de l'humanité. Il s'ensuivait que les pays non industrialisés, tous les pays hors d'Europe occidentale et des États-Unis, apparaissaient comme les objets de l'Histoire, comme des formations contraintes de passer par les mêmes phases que les pays capitalistes, au besoin par l'entremise directe et violente de ceux-ci. Rien n'est plus éloigné de la conception de Marx que le « tiers-mondisme » et la culpabilité occidentale. Dans ce cadre stratégique, il y avait place pour des variations tactiques. La révolution ne se produirait pas nécessairement en Angleterre d'abord, dans le pays capitaliste par excellence, mais à la périphérie, dans les pays qui, du fait du processus d'industrialisation se trouvaient dans un équilibre instable. C'est pourquoi Marx ne s'étonnait pas que 1848 et la Commune survinssent en France. Il n'en reste pas moins, que, par nature et presque par définition, la révolution socialiste ne peut survenir que dans l'aire culturelle occidentale.

En regard, on trouve une conception radicalement différente. L'éclatement d'une révolution prétendument socialiste en Russie, puis la dislocation des empires coloniaux sous la poussée de forces dont la plupart se réclamaient du socialisme, enfin des mouvements révolutionnaires dans les pays sous-développés sous la bannière du socialisme marxiste, tout cela a entraîné un retournement complet des perspectives. Une séquence radicalement différente des événements a été introduite : révolution dans les pays arriérés → instauration de régimes socialistes → investissement des pays capitalistes par leur périphérie agraire → suppression des profits impérialistes → paralysie du système capitaliste → révolution dans les régimes capitalistes → instauration générale du socialisme. Nous n'avons pas l'intention de mesurer le degré de réalisme d'une pareille

conception, ni de vérifier la probabilité que le centre de gravité du monde se situe en Chine, en Inde, au Brésil et encore moins au Nicaragua ou en Tanzanie. L'important est que sous la poussée des événements, l'idéologie révolutionnaire a dû s'adapter et produire des hypothèses supplémentaires qui permettent d'en rendre compte, tout en maintenant la cohérence du système et une apparence de fidélité au projet originel. Il va sans dire que ce revirement a placé les révolutionnaires occidentaux dans une position inconfortable ou ridicule, puisqu'ils devaient développer leur pratique dans des pays qui ne correspondaient en rien aux conditions prévues par la théorie, et n'avaient aucun impact là où les conditions étaient remplies. D'où le caractère purement verbal et abstrait de l'agitation révolutionnaire depuis 1945, en France tout particulièrement.

C) Comment ?

En s'en tenant aux grandes visions stratégiques, on peut distinguer les suivantes. En premier lieu, ce que l'on appellera *l'investissement*, c'est-à-dire l'occupation de toute position, même mineure, par les forces révolutionnaires, de façon à renforcer celles-ci et à mettre l'ordre sur la défensive par un travail de sape ; il viendra un jour où les infiltrations auront atteint un degré tel qu'ou bien l'ordre tentera de se sauver par un sursaut et sera vaincu, ou bien l'on passera imperceptiblement et de façon organique à l'ordre nouveau, socialiste en l'occurrence.

Un deuxième type est *l'effondrement* du pouvoir en place : miné par ses contradictions ou incapable de résoudre des problèmes majeurs (la paix et la guerre, par exemple) le pouvoir est peu à peu abandonné par le peuple et ses agents ; une simple poussée suffit à le renverser (par exemple en 1848 ou en Hongrie en 1956) ; il suffira au parti des révolutionnaires de faire preuve de décision, de détermination et de compétence pour s'emparer du pouvoir.

Vient ensuite ce qui pourrait se dire *l'étincelle* : tout ordre repose sur un équilibre instable ; il suffit de rompre cet équilibre, là où il est le plus fragile, pour que la perturbation gagne de proche en proche et finisse par paralyser le centre. Il suffit donc qu'une poignée de révolutionnaires décidés entrent en dissidence au bon endroit et au bon moment, pour que toute la société bascule vers la révolution.

En quatrième lieu, on aurait la *guerre du peuple* : tous les groupes sociaux porteurs de la révolution se transforment progressivement en soldats et en armées, et mènent contre l'ordre une guerre, qui entre dans le cadre de l'analyse militaire ; le principe général d'une telle guerre semble être la dispersion des forces ennemies de façon à n'attaquer localement qu'en position de force ; il s'ensuit qu'une telle stratégie suppose de l'espace et de l'espace habité, où les révolutionnaires puissent se perdre et se regrouper à l'improviste ; il s'ensuit qu'elle doit mieux réussir dans les sociétés agraires à forte densité et a peu de chances dans les sociétés industrialisées, dans les villes ou dans les agricultures extensives à faibles densités.

Une cinquième stratégie serait *l'invasion* : le soin de renverser l'ordre et d'installer le socialisme serait confié à une armée étrangère dont l'aide fraternelle

permettrait d'accélérer le cours inévitable de l'histoire ; plusieurs degrés dans l'intervention sont possibles : depuis la simple chiquenaude qui permet de faire basculer le rapport des forces dans le bon sens jusqu'à l'occupation militaire pure et simple. Il va sans dire qu'une telle stratégie pose de tels problèmes de conformité avec les valeurs ostensiblement défendues (liberté, souveraineté, indépendance...), qu'elle ne saurait être prônée que rarement, dans des circonstances particulières (surtout lorsqu'une révolution réussie devient, comme il se doit, prosélyte et tente de justifier des empiètements à l'extérieur).

La dernière peut être dite la *paralyse* : il s'agit d'empêcher les rouages (économiques, administratifs, politiques...) de tourner qui permettent à une société de fonctionner ; peu à peu le désordre fera sauter tous les verrous et libérera les énergies révolutionnaires ; sans être un stratège très clairvoyant, il va de soi qu'une telle position n'a de sens que si ce sont les révolutionnaires qui bénéficient du désordre qu'ils auront instauré ; chaque fois qu'un désordre renforce des antagonistes, une telle stratégie doit être dite suicidaire.

D) Pourquoi ?

C'est-à-dire, quelles sont les fins poursuivies ? Les promesses des révolutionnaires sont à ce point démesurées et, de ce fait, vagues (égalité, liberté, abondance) qu'il est impossible de dégager des différences d'orientation dans leurs propres déclarations. Il n'est cependant pas trop difficile de les saisir dans l'analyse des mouvements révolutionnaires eux-mêmes et dans leur tonalité générale.

Quatre finalités paraissent bien individualisées. La première vise la mise en place d'une société postcapitaliste.

Il n'est pas facile de saisir ce que l'on entend par là, et Marx est toujours resté d'une remarquable discrétion sur ce point ; les textes qui font allusion à la Commune et aux « travailleurs associés » semblent indiquer une sorte « d'anarchie ordonnée » où les travailleurs seraient collectivement et directement responsables de leurs destinées. L'important est que cette organisation sociale à venir n'est concevable qu'après et à partir de la société capitaliste, définie comme la première qui ait vaincu la vieille malédiction de la rareté. La condamnation du capitalisme est donc conditionnelle, en ce sens qu'il n'est pas le mal radical, mais un moment nécessaire et positif dans une évolution générale. L'accent sera mis sur l'autogestion ouvrière et sur l'introduction, dans le système économique, de la rationalité et de la prévision. La révolution apparaît plutôt comme le passage vers un accomplissement que comme le point de départ d'un bouleversement radical.

Il en va différemment dans la deuxième finalité, qu'on peut appeler le *développement*. Il s'agit, ici, de remplacer un appareil économique inefficace par un appareil qui permette une croissance rapide et continue. L'accent sera donc mis sur la production, et, du fait qu'une illusion tenace voit dans la contrainte le moyen le plus efficace, en confiera ce soin à un organisme doté de pleins pouvoirs. La révolution apparaît, de ce fait, comme le passage vers une organisation sociale caractérisée par le monopole politique et l'industrialisation forcée. Il va sans dire qu'il faut quelque agilité dialectique pour combiner dans un même

modèle le développement et la référence à Marx et qu'une inlassable ingéniosité a été à l'œuvre pour combler le hiatus par l'introduction d'un certain nombre d'hypothèses supplémentaires.

Une troisième finalité sera la reconquête de l'*identité nationale*. Du fait, d'une part, de la constitution des empires coloniaux et de la hiérarchie que le jeu des relations internationales introduit entre les unités politiques, et, d'autre part, de la probabilité d'autant plus grande qu'une révolution éclate, lorsqu'elle est dirigée contre un occupant étranger, la passion révolutionnaire qui caractérise le monde contemporain a été surtout canalisée dans ce sens. En effet, la passion révolutionnaire est précisément caractérisée par le fait que la révolution est perçue comme un bien en soi, et non comme un moyen pour atteindre une fin désirable ; il s'ensuit que l'équation originelle : *socialisme* = *révolution* a été inversée pour devenir *révolution* = *socialisme* ; comme, en fait, les révolutions nationales se sont révélées les plus nombreuses et les plus efficaces, on a abouti à l'équation *révolution nationale* = *socialisme*. On aboutit à un système idéologique où il faut combiner le nationalisme, le développement et Marx ; les tensions introduites par ces exigences divergentes sont telles que, ou bien l'on maintient le nationalisme seul, avec des étiquettes productiviste et marxiste, ou bien l'on plonge dans le délire verbal.

Une dernière finalité est plus difficile à saisir ; car elle consiste moins en une vision rationnelle qu'en une exaltation sentimentale ; on peut l'appeler la *révolutionite*. Elle consiste à viser la révolution pour elle-même, considérée comme un moment privilégié de l'histoire des sociétés, où l'individu quitte son isolement pour se perdre dans la masse en ébullition. La révolution est vue comme un orgasme collectif délectable par lui-même et qui se suffit à lui-même. Cette exaltation révolutionnaire rappelle d'autres situations collectives bien connues : la fête et la guerre. Toutes trois sont des moments de resserrement intense du lien collectif, de transgressions des interdits, de gaspillage effréné et d'inversion des hiérarchies. Par nature, une telle orientation s'accommode difficilement d'une quelconque rationalisation et se résoudra plus facilement en activisme, efficace ou non. Par conséquent, on y trouvera peu de développements idéologiques.

II - LES MODÈLES ²

Comment, historiquement, se sont combinés ces différents éléments, pour donner les modèles qui ont orienté les activités révolutionnaires ? Plusieurs combinaisons (nous en comptons cinq) sont apparues, et nous tendons à considérer que toutes les combinaisons possibles ont été trouvées. Autrement dit, les modèles ne constituent pas des combinatoires, mais des éléments liés entre eux logiquement, pendant que d'autres s'excluent. Ainsi, malgré la flexibilité des formations idéologiques, tout n'est pas possible, de telle sorte que les révolutionnaires qui se réclament du marxisme se répartissent nécessairement entre

² Une illustration commode de cette partie sera trouvée dans le choix de textes de Kostas Papaioannou : *Les marxistes* (Coll. « J'ai lu »), Paris, 1965.

cinq modèles. Bien entendu cette répartition ne se fait pas au hasard, mais obéit à certaines conditions que nous verrons brièvement.

A) Le modèle marxien

On entendra par cette épithète, en premier lieu la position de Marx lui-même et d'Engels. Sur trois éléments du modèle, leurs positions n'ont jamais varié.

1. La révolution ne peut être le fait que d'éléments internes à la société capitaliste, en l'occurrence les prolétaires, ouvriers et salariés (qui constituent un groupe réel, concret, et non une abstraction mythique comme deviendra le prolétariat de Lénine). Ce point est tellement essentiel au système de Marx qu'il est abusif de se réclamer de lui, et, simultanément, de confier la tâche révolutionnaire à des marginaux. Ce point est si essentiel du fait que le système capitaliste est défini comme celui où des détenteurs de capitaux sont en mesure d'acheter (outre les matières premières et les instruments de production) la force de travail qu'ils paient à son coût de production, mais font travailler au delà de ce qui est nécessaire pour récupérer leur mise. Il s'ensuit un certain nombre de contradictions internes — dont nous épargnerons à nos lecteurs une énumération devenue liste de lieux communs — qui déboucheront nécessairement sur l'éclosion du système et la suppression du salariat : par conséquent, si l'on prétend ôter au prolétariat son rôle moteur, tout le système de pensée s'effondre.

2. Un tel processus révolutionnaire ne peut intéresser qu'un pays industrialisé ; voilà une autre constante chez Marx et Engels. Derechef, se réclamer simultanément de Marx et du « tiers-mondisme » laisse supposer, dans l'hypothèse la plus favorable, qu'on n'a jamais lu Marx. Sans doute un lecteur particulièrement savant nous renverra-t-il au brouillon de la lettre à Vera Zassoulitch, où Marx, sur la fin de sa vie, semble suggérer que le mir russe pourrait constituer un raccourci vers le socialisme. Mais il s'agit d'un texte posthume, isolé dans une œuvre immense qui prend une tout autre direction, et Marx n'y affirme pas que le socialisme naîtra en Russie. La pensée de Marx est à ce point nette ici, que comme déjà indiqué, elle vire à l'ethnocentrisme caractérisé. De même que l'anatomie de l'homme est la clef de celle du singe, l'histoire occidentale (anglaise plus précisément) décrit l'histoire de l'humanité. Que des révolutions puissent survenir dans des pays non industrialisés, Marx ne le niait évidemment pas, mais il n'en découlait aucunement que ce fussent des révolutions socialistes.

3. Que la révolution soit un couronnement qui débouche sur l'organisation d'une société postcapitaliste, découle à l'évidence du point précédent. Pas une seule ligne de Marx ne permet d'affirmer qu'une révolution socialiste soit vue comme le point de départ d'un procès d'industrialisation.

— Seul ce troisième point a connu des variations dans l'œuvre de Marx et d'Engels. Jusqu'à la retombée des événements de 1848 (c'est-à-dire jusque vers 1851-1852), la révolution a été conçue comme imminente et sous la forme du « grand jour ». En cherchant bien, on peut même rassembler dans les dizaines de milliers de pages qu'ils ont écrites, une quarantaine de lignes où quelque chose

comme le bolchevisme est suggéré, c'est-à-dire l'identification de la prise du pouvoir par une minorité se réclamant de la classe ouvrière avec la prise du pouvoir par la classe ouvrière elle-même. Tous les autres textes sont parfaitement clairs : ce sont les travailleurs eux-mêmes qui doivent prendre leur destin en main, sur les lieux de travail et au niveau de l'État, juste le temps de le détruire. Il en découle que le développement du mouvement syndicaliste et de partis socialistes de masse ne leur est pas apparu comme une trahison de la part du prolétariat, mais comme des étapes décisives et positives sur la voie du socialisme. Le vieil Engels, en particulier, a produit des textes sur l'Angleterre, l'Allemagne et les États-Unis, qui sont du pur « réformisme ». On pourrait même soutenir — nous y reviendrons — qu'en bonne logique, l'instauration du socialisme défini comme le régime où les travailleurs participent, eux-mêmes et directement, à la détermination de leur destin, ne peut être perçue que sous la forme du réformisme, d'un investissement progressif et massif de tous les rouages du système social. En effet, l'histoire montre à l'évidence qu'une révolution violente et prolongée débouche nécessairement sur le monopole politique d'une minorité, forme sociale incompatible avec la définition du socialisme.

B) Le modèle léniniste-trotskyiste

Nous n'avons pas à rappeler ici les avatars de la pensée politique en Russie jusqu'à l'apparition d'une école qui se réclamait de Marx. Un tel patronage posait un problème idéologique gênant, par le simple fait que la Russie était un pays agraire, autocratique, où tout ce que l'on entendait par système capitaliste et bourgeois se trouvait à l'état embryonnaire.

Il n'y avait que deux solutions logiques à cette aporie :

— ou bien, avec Plékhanov, on serre Marx au plus près et on affirme qu'il ne saurait être question, en Russie, de révolution socialiste, mais de révolution bourgeoise. En clair, cela signifie que la tâche première est de supprimer l'autocratie tsariste et de la remplacer par un régime pluraliste parlementaire à l'occidentale ; ce régime, dirigé par la bourgeoisie, s'occupera de l'industrialisation du pays ; après quoi l'on retrouve le modèle marxien. Lénine se range plutôt du côté de Plékhanov. Comme lui, il admet l'impossibilité d'une révolution socialiste dans les conditions russes ; mais au lieu d'en conclure qu'une révolution faite par le parti social-démocrate ne pourrait — du fait de son assise sociale insuffisante — que dégénérer en despotisme rétrograde, il confie le soin de la révolution démocratique à un front ouvrier-paysan. C'est une solution bâtarde sans intérêt politique ni consistance théorique. Elle n'a donc connu aucun début d'application.

— ou bien, avec Trotsky — précédé et aidé par Helphand dit Parvus — on renverse entièrement l'ordre des raisons et on invente la théorie de la révolution permanente. Elle s'articule en trois propositions et débouche sur une vision de la révolution mondiale :

1. Il est vrai que la Russie est un pays arriéré où la classe ouvrière est une petite minorité. Mais ce constat signifie que la bourgeoisie est, elle aussi, minoritaire. Seule la paysannerie constitue une masse ; la paysannerie peut s'organiser en parti politique, mais elle ne peut pas conquérir le pouvoir, car elle est, de

par son mode de production, condamnée à jouer un rôle secondaire. Il découle de tout cela que si le tsarisme vient à disparaître, seul le prolétariat guidé par son parti d'avant-garde peut s'emparer du pouvoir.

2. Une fois au pouvoir, le premier devoir du prolétariat sera d'élargir ses bases, d'une part en libérant la paysannerie, d'autre part et surtout par une industrialisation accélérée. Or, celle-ci ne peut se faire sans introduire dans les campagnes un bouleversement des rapports de production ; la deuxième a donc toutes chances de se faire contre les paysans.

3. La victoire définitive n'est possible que si le régime obtient le soutien fraternel des pays développés ; et ce soutien n'est possible que si la révolution socialiste a triomphé dans ces pays ; sinon le régime soviétique russe sera balayé par une contre-révolution partie des pays capitalistes.

Pour que ce modèle trotskyste soit complet, il faut encore introduire la technique de prise du pouvoir. Elle est perçue selon le schéma suivant : les régimes politiques sont condamnés à mort, en vertu des lois de l'Histoire découvertes par Marx, c'est-à-dire en raison de leurs contradictions internes. Pratiquement cela se traduit par une paralysie générale, grâce à laquelle les masses pénètrent dans l'arène politique. Il s'ensuit une période d'anarchie, à l'occasion de laquelle le parti du prolétariat s'empare du pouvoir par la méthode de la conspiration et du coup d'État. Suit une période de dictature et de terreur pour éliminer les vestiges de l'ancien régime et consolider le nouveau pouvoir. Après quoi commence l'application des points 2 et 3 de la révolution permanente. On notera — et c'est l'essentiel — que le parti ne crée jamais une situation révolutionnaire, mais la met à profit, que la situation naît de l'évolution historique nécessaire, mais qu'il dépend du parti et de la qualité de ses chefs qu'elle tourne à l'avantage du socialisme³.

En résumé, le modèle retient les éléments suivants : les acteurs sont les ouvriers et le parti ; le lieu est un pays arriéré ; le moyen est l'effondrement de l'ordre ; la fin est le développement et, au delà, la Révolution mondiale.

C) Le modèle maoïste

Il est tout aussi cohérent, mais rompt entièrement avec Marx. L'épithète « marxiste » que conservent les Chinois et ceux qui s'en réclament, est une simple étiquette ; au demeurant, à lire Mao-Tsé-toung, on constate que les références à Marx sont si rares et si vagues qu'on est en droit de se demander s'il ne l'a jamais lu ailleurs que dans les citations de Lénine et de Staline. Mais peu importe.

Le sujet de l'histoire est ici la paysannerie, guidé par le parti (baptisé de « la classe ouvrière » par une piété sans conséquence) et son lieu dans les pays exclus du système capitaliste. La fin ostensiblement poursuivie est la reconquête de l'identité nationale, usurpée par les nations « impérialistes » au XIX^e siècle ; l'industrialisation n'est pas un but en soi ou un moyen de libérer l'humanité des

³ Pour une analyse plus détaillée du modèle trotskyste, nous nous permettons de renvoyer à notre *Politique de Trotsky*, Armand Colin (Coll. U), Paris, 1968.

contraintes de la rareté, mais un moyen d'accroître la puissance politique du pays sur la scène internationale ou de diminuer sa dépendance envers l'extérieur.

Le point important est le point 3 et concerne la technique de prise du pouvoir. Le modèle est strictement militaire et peut être résumé de la façon suivante : soit un pays densément peuplé de paysans : comment faire pour s'emparer du pouvoir ?

La solution consiste dans l'abandon des villes et des axes de circulation aux forces de l'ordre et dans l'agitation portée dans les campagnes. Du fait de la structure sociale archaïque, les paysans pauvres sont virtuellement en état de dissidence révolutionnaire. Il suffit de les convaincre de passer à l'acte en une zone quelconque pour les organiser en bases militaires. C'est, bien entendu, le point le plus difficile (nous verrons plus loin dans quelles conditions il peut se rencontrer).

À partir de là, on adopte (ou les faits forcent à adopter) la technique de la guerre prolongée. Elle consiste en une extension en tache d'huile à partir de la base de départ ; chaque région « libérée » est immédiatement « révolutionnée » (suppression de l'élite dirigeante et partage des terres) et sert de nouvelle base de « libération » militaire. Si l'ennemi attaque en force, on le laisse pénétrer, occuper le terrain et dépenser ses forces ; on ne contre-attaque que localement, là où le rapport des forces est avantageux. Grâce à ce grignotage, on épuise l'adversaire et on le force à reculer. Ces mouvements de va et vient peuvent durer des décennies. Viendra le jour où l'adversaire sera suffisamment affaibli pour qu'on puisse passer à l'offensive générale, qui éliminera définitivement les armées ennemies ; c'est alors seulement qu'on s'emparera des villes et de tout l'appareil d'État.

— La prise du pouvoir est une opération militaire : « le pouvoir se trouve au bout du fusil » ;

— elle n'est possible qu'avec l'appui actif de la paysannerie : « les révolutionnaires doivent être dans le peuple comme le poisson dans l'eau » ;

— la stratégie est périphérique et va des campagnes les plus éloignées vers les centres de gravité du pays : « l'encerclement des villes par les campagnes » ;

— patience et longueur de temps font que n'importe quel adversaire peut être vaincu, à condition de le débiter en morceaux suffisamment petits pour que les forces révolutionnaires puissent les casser un à un : « même l'ennemi le plus puissant n'est qu'un tigre de papier ».

Ce modèle à usage interne peut se doubler d'un modèle à usage externe. Le monde est perçu comme divisé en deux camps : les pays riches et les pays pauvres. On procédera donc de la périphérie (*les pauvres = les paysans*) vers le centre (*les riches = les villes*). Deux stratégies sont possibles :

— une stratégie pacifique, qui consiste à faire passer les pays pauvres les uns après les autres dans le camp socialiste. Or les riches ne sont riches que de l'exploitation des pauvres. La fin de l'exploitation entraînera des crises dans les métropoles, de plus en plus aiguës, jusqu'à ce que le prolétariat s'empare du pouvoir. Après quoi on installera un état mondial irénique.

— une stratégie agressive, qui se réjouit de toute guerre menée par un pays impérialiste dans un pays pauvre, car il s'y enlisera et s'y perdra. À notre connaissance, les théoriciens chinois n'ont pas encore développé le deuxième volet de la guerre prolongée : le passage de la défense à l'offensive généralisée. Soit, diraient-ils, parce que le rapport des forces à l'échelle mondiale n'est pas encore favorable, soit, dirons-nous, parce qu'il ne le sera probablement jamais, ou du moins, cela déboucherait sur un conflit mondial dont la mort seule serait la triomphatrice.

D) Le modèle castriste

Il n'est pas fondamentalement différent du précédent, quoiqu'en ait écrit Régis Debray. Ni le lieu, ni les acteurs ne sont différents : « La zone des tempêtes » se trouve dans les pays sous-développés, les pays industrialisés ne devant être gagnés qu'à la fin et par ricochet, du fait de la fin de l'exploitation des pauvres.

Si la masse de manœuvre révolutionnaire est représentée, comme pour les Chinois, par la paysannerie, la fixation paraît moins ferme, en ce sens que l'on ne dédaignera pas les possibilités insurrectionnelles des villes, plus précisément des faubourgs misérables des grands centres surpeuplés. De même les universités pourront servir de point de départ à un mouvement qui gagnera le pays. La finalité — où le nationalisme est loin d'être absent — semble viser de préférence le développement. La révolution cubaine était censée montrer aux autres pays d'Amérique latine comment la rupture avec les États-Unis mènerait facilement et rapidement à une croissance du revenu national.

La divergence d'avec le modèle chinois porte surtout sur la technique de prise du pouvoir. Les révolutionnaires sont une étincelle qui doit mettre à feu et à sang la société. Il suffit d'une poignée (une dizaine, une vingtaine) d'hommes résolus pour mettre en échec les forces de l'ordre et inciter les masses à rallier le camp de la révolution. Une telle stratégie — qui ne se donne pas des décennies pour réussir — repose sur un postulat implicite : l'élite dirigeante est une infime minorité qui doute d'elle-même et de sa légitimité, tandis que le peuple est dans sa majorité virtuellement castriste. Autrement dit, on se donne par hypothèse une situation révolutionnaire telle que le pouvoir en place ne peut que basculer, et du bon côté. Indiquons de suite qu'une telle conjoncture, si elle n'est pas tout à fait inédite, est hautement improbable. Ainsi s'expliquent les mésaventures des maquis castristes en Amérique latine, que les forces de l'ordre éliminent les uns après les autres. Même un régime aussi aberrant que celui du Dr Duvalier à Haïti a pu se maintenir jusqu'à la mort de son fondateur, malgré les tentatives réitérées de renouveler les aventures de la Sierra Maestra. Cette impuissance explique probablement que les forces révolutionnaires latino-américaines aient développé, depuis quelques années, une stratégie toute différente, fondée sur des attentats, des coups de main, des rapt de personnalités... Aussi spectaculaires et désagréables soient-elles, ces actions n'ont aucune chance de déboucher sur une chute du pouvoir en place, mais bien plutôt de renforcer celui-ci et d'accroître la répression, par exploitation de l'indignation et du sentiment d'insécurité. On

peut prendre comme loi, que plus une activité révolutionnaire se résout en actes isolés de caractère terroriste, moins la situation est objectivement révolutionnaire et moindre est la probabilité que les révolutionnaires l'emportent. Il est même permis de s'interroger sur le caractère révolutionnaire de tels actes et s'il ne vaudrait pas mieux les ranger dans le type de la criminalité dont il n'y a pas d'exemple qu'elle ait sérieusement ébranlé un ordre. Ces remarques nous mettent sur la voie du dernier modèle que nous proposons d'appeler fascistoïde.

E) Le modèle « fascistoïde »

Il n'a pas encore fait l'objet d'une mise en forme systématique de la part de théoriciens. On peut néanmoins le construire à partir d'écrits dispersés et de pratiques constatables quotidiennement. Le lieu de la révolution se place dans les pays industrialisés et de préférence dans ceux qui ont avancé le plus loin dans la voie du développement économique, c'est-à-dire aux États-Unis, au Japon et en Europe occidentale. Ce qui paraît nous ramener au modèle marxien. Il n'en est rien, en raison de deux divergences majeures. La première réside dans la dénonciation véhémement des acquisitions de la société industrielle. Il n'est plus question de se réjouir de l'efficacité atteinte par l'appareil de production et de promettre une efficacité plus grande encore, mais d'y voir une entreprise satanique destinée à priver l'homme de sa véritable nature. L'aliénation n'est plus perçue dans la misère et dans la contrainte violente, mais dans le confort et l'acceptation de sa condition. Il est inutile d'insister ; tout le monde connaît jusqu'à la satiété les diatribes contre la société de consommation, qui, comme il se doit, sont proférées par les nantis. La deuxième divergence réside dans le fait que les porteurs de la Révolution sont les éléments extérieurs au système économique : Noirs en marge de la société industrielle, jeunes en rupture de socialisation, *lumpenproletariat* des bidonvilles, travailleurs étrangers marginaux, intellectuels irresponsables et infantiles.

Ces orientations concernant le lieu et les acteurs déterminent la technique révolutionnaire. Du fait que ces forces n'occupent aucune position stratégique dans le système social, elles ne peuvent espérer parvenir directement au pouvoir en prenant en main les leviers de commande. On se rabat, par conséquent, sur des actions locales destinées à paralyser le système⁴. Partout où le rapport des forces est favorable, c'est-à-dire là où les possibilités de répression sont institutionnellement limitées (par exemple, dans les universités en régime pluraliste) on tentera de bloquer les mécanismes. Bref, la technique est celle du sabotage. Il est difficile de se convaincre de la rationalité de cette stratégie. En effet, elle ne peut mener à une paralysie du pouvoir et de la répression, que lorsque le système est confronté à une crise majeure (militaire, politique ou économique) ; en son absence, les actes de sabotage ne peuvent conduire qu'à un renforcement et à un durcissement de la répression, et par conséquent à l'incarcération progressive des révolutionnaires. Mais, même si le système est paralysé par une crise

⁴ C'est pourquoi nous nommons ce modèle « fascistoïde », car il a été appliqué, avec succès d'ailleurs, par les mouvements fascistes en Italie, et nazis en Allemagne.

et si une vacance du pouvoir survient, elle profitera nécessairement à des forces organisées : armée, parti communiste ou fasciste de masse, précisément les éléments que nos révolutionnaires poursuivent de la haine la plus tenace. À juste titre, d'ailleurs, car la mise en place d'un monopole politique par ces forces aurait pour soin le plus urgent de les envoyer devant le peloton d'exécution ou dans des camps de rééducation. Ce qui révèle le sens profond de ces conduites, purement et simplement suicidaires : elles relèvent davantage de l'analyse psychologique que de l'analyse politique. Ce fait permet également de saisir la finalité de ces mouvements. Ils ne visent ni l'organisation d'une société postcapitaliste, ni l'identité nationale, ni le développement, mais la révolution pour elle-même, l'exaltation collective et individuelle qui l'accompagne, la solution de problèmes personnels qu'elle est censée apporter. Ainsi est née, en Occident, une affection mentale nouvelle que l'on peut appeler *révolutionite*.

Le lecteur attentif aura noté qu'un élément ne figure dans aucun modèle : l'invasion comme technique révolutionnaire. On trouve, dans les écrits de Trotsky, quelques allusions à la possibilité d'aider un mouvement révolutionnaire, en lui envoyant un secours fraternel et armé. À part cela, les révolutionnaires qui se réclament (même abusivement) de Marx, ont toujours considéré que la révolution était l'affaire des intéressés eux-mêmes. Brejnev est le premier à vouloir se faire un nom en invoquant cette forme originale de révolution. Il est vrai que, jusqu'à présent, il n'a promis son aide fraternelle qu'aux pays libérés par l'Armée rouge et menacés par l'impérialisme. Encore un petit effort et le modèle Brejnev servira à libérer les peuples opprimés par l'impérialisme.

III — LES CONDITIONS DE RÉALISATION

Il est évident — nous l'avons suggéré çà et là — qu'un même modèle ne peut déterminer une stratégie efficace dans n'importe quelle situation. Nous pensons avoir été assez précis dans notre exposé pour que les conditions de réalisation se révèlent d'elles-mêmes. Nous nous contenterons de préciser ce que le lecteur sait déjà.

En ce qui concerne le *modèle marxien*, certaines données sont parfaitement évidentes : l'instauration du socialisme n'est possible que dans des pays développés, c'est-à-dire en Occident et au Japon, et elle ne peut se faire que par l'action directe, sans intermédiaire quelconque, par les intéressés eux-mêmes. Il est permis de vibrer pour la révolution au Costa Rica et de penser que là commence le salut du monde, mais à condition de renoncer à se réclamer de Marx ; de telles élucubrations ne lui seraient jamais venues à l'esprit. Pas plus qu'il n'aurait songé à percevoir dans l'instauration d'une dictature sanguinaire, l'aube de la libération de l'humanité : lorsqu'on lit la haine dont il poursuivait l'autocratie tsariste⁵, on écrit sans peine ses diatribes contre le totalitarisme soviétique. Tout cela est évident pour qui a pratiqué un tant soit peu Marx. Un deuxième problème fait davantage difficulté : quel système politique est compatible avec un projet socia-

⁵ Kostas Papaioannou a réuni tout un dossier sur cette question ; « L'Occident et la Russie », dans *Contrat Social*, vol. XII, N° 1, janvier-mars 1968 et N° 2 et 3, avril-septembre 1968.

liste ? Si l'on convient d'entendre par socialisme un régime qui procure l'efficacité matérielle, poursuit une certaine égalité et est animé directement par tous les sociétaires, et si l'on admet, d'autre part, que toute société a besoin pour fonctionner d'organes politiques, on en conclura que la « construction du socialisme » n'est possible qu'en régime pluraliste et qu'elle sera d'autant plus rapide que l'emprise de l'État sur la société civile sera moindre.

Cette proposition ne vise en rien le paradoxe, mais devrait résonner comme un truisme. En effet, et en bref, le monopole politique — et d'autant plus qu'il est plus accentué — combat nécessairement, de par sa logique interne, ce que nous entendons par socialisme⁶ : la participation directe des intéressés à leurs propres affaires disparaît entièrement ; la répartition devient plus inégalitaire du fait que le monopole politique accroît le pouvoir d'accaparement de certains ; l'appareil économique devient moins efficace et peut même connaître une régression (Tchécoslovaquie). Or — et c'est là le point important — le raisonnement comme l'expérience montrent qu'une révolution, telle qu'elle a été définie au début, ne peut, en régime pluraliste, mener qu'au monopole politique. Il s'ensuit que le modèle marxien ne peut, de par sa logique propre, qu'être réformiste en régime pluraliste et révolutionnaire en régime monopolistique. Il en découle aussi que les seules réalisations, dans les pays anglo-saxons et scandinaves, qui rappellent quelque peu les utopies du XIX^e siècle, se retrouvent dans les pays les plus libéraux et les plus dépourvus de parti communiste, le tout étant lié par des liens évidents. On se prend même à vouloir réécrire l'histoire. Si, en 1914, on s'était livré à la futurologie, on aurait perçu un Occident caractérisé par : une croissance économique rapide sans crise sérieuse ; une libération des échanges internationaux au point de tendre au libre échange ; la création d'un espace économique occidental ; la victoire du régime parlementaire dans tous les pays d'Occident ; la montée des partis socialistes et leur accession légale au pouvoir ; une politique de transferts sociaux et peut-être même l'amorce d'une politique d'aménagement de l'environnement ; une prolifération culturelle intense, sous l'effet du pluralisme politique, avec ses excès, ses absurdités, mais aussi ses réussites probables, etc.

Ce tableau n'a rien d'une projection rétrospective : c'est ainsi que certains voyaient effectivement l'avenir. La guerre de 1914, la révolution russe, la scission des partis socialistes, le nazisme, la Deuxième Guerre mondiale, tous ces événements tragiques semblent une gigantesque parenthèse et tout se passe comme si, depuis une quinzaine d'années, l'Occident avait retrouvé la ligne d'avant 1914. Avec une différence essentielle : avant 1914, l'Occident était militairement à l'abri : aujourd'hui, les « barbares » sont à nos portes et bien armés.

Pour que le *modèle trotskyste* soit efficace, il faut une révolution. Pour ce, il faut, d'abord, que le régime en place tombe en déconfiture, pour une raison ou pour une autre (l'expérience montre qu'une guerre malheureuse est la raison la plus efficace). À l'occasion de cette vacance du pouvoir, tous les courants

⁶ À moins qu'on entende par là l'étatisation et que Brejnev et Boumedienne soient considérés comme socialistes.

politiques entrent dans l'arène politique, se disputent le pouvoir et le soutien des différents groupes sociaux. Or le parti qui se réclame du modèle considéré a une clientèle très précise : elle repousse avec véhémence (ce qui lui vaut la réciprocité) l'élite, pour rechercher le soutien exclusif des ouvriers d'usine ; les autres groupes sociaux sont simplement requis de rester neutres (par exemple, la paysannerie). Il s'ensuit que la clientèle du parti ne peut être que minoritaire, ou, pour être plus prudent, qu'il n'y a pas d'exemple que les ouvriers aient constitué une majorité dans une société. Les croyants objecteront qu'il faut entendre par prolétaires, tous les salariés ou tous les travailleurs : l'ennui est que, en étendant la définition, on inclut des groupes de plus en plus divers, dont il n'y a pas la plus petite raison pour qu'ils tombent d'accord sur un programme, une stratégie et une tactique uniques. Par conséquent il n'y a pratiquement aucune chance pour qu'un parti bolchevique de stricte observance emporte le soutien de la majorité de la population. Il ne lui reste qu'une seule chance de succès : qu'aucun parti concurrent ne réussisse à s'assurer le soutien de la majorité non bolchevique ; en d'autres termes, il faut que l'élite dirigeante soit entièrement paralysée par ses contradictions, ou que ses chefs fassent preuve d'une maladresse exceptionnelle ou encore que les deux conditions soient requises. En résumé, pour que le modèle trotskyste réussisse, il faut que le système soit affronté à une crise d'une ampleur telle que le régime soit ébranlé⁷ ; que l'élite dirigeante soit dès longtemps tentée de faire défection⁸ ; que toutes les solutions alternatives échouent ; que le parti, malgré sa position minoritaire, trouve en lui-même assez de ressource et de décision pour se lancer dans l'aventure de la conquête du pouvoir. On conviendra que la probabilité que toutes ces conditions soient réunies en même temps, est très faible. De fait, on ne les rencontre qu'en 1917, en Russie. Et encore, nous n'avons parlé que des conditions intérieures ; il faudrait aussi introduire les facteurs extérieurs et supposer que les autres pays laissent faire ou n'interviennent que très mollement. La probabilité que Lénine accédât au pouvoir est à peu près celle d'Alain Krivine en France présentement.

Ces considérations nous font comprendre la position inconfortable des partis communistes dans les pays où ils représentent une force conséquente. L'illégalité représente toujours, du fait de leur position minoritaire, une aventure qui peut se solder par un suicide. Ils ne disposent que de deux issues. Ou bien ils maintiennent la pureté de la doctrine et l'agitation révolutionnaire (au moins verbale) et ils s'excluent du jeu politique ; cela a pour conséquence que les groupes qui l'appuient ont un pouvoir de négociation inférieur à ce qu'il serait, s'ils jouaient le jeu du pluralisme politique, et que la condition ouvrière en France est déprimée par rapport à l'Allemagne, à la Suède ou aux États-Unis. Ou bien ils s'intègrent au système politique, et deviennent nécessairement réformistes, ce qui suppose qu'ils abandonnent l'eschatologie révolutionnaire et rompent tout lien avec Moscou. À moins qu'ils ne se satisfassent de constituer une sorte d'Église, avec ses

⁷ Dans le cas d'un régime traditionnel séculaire, l'expérience montre que seule une guerre malheureuse peut mener à cette situation.

⁸ Ce qui signifie que le régime était, dès avant, miné par des forces centrifuges, en particulier par les aspirations au libéralisme politique de l'élite.

dignitaires, ses cérémonies, son catéchisme, ses rites et ne se transforment en contre-sociétés enkystées dans la société globale.

Le modèle maoïste paraît avoir une plus grande chance de réalisation. C'est, en son cœur, un modèle militaire, qui, comme tout conflit, postule deux adversaires et deux seulement. Les chances pour qu'une société quelconque se partage, pour des causes endogènes, en deux camps antagonistes sont faibles⁹. Par contre, le partage est donné immédiatement dans le cas d'une invasion ou d'une occupation étrangères. En effet, la perception de l'étrangeté de l'Autre peut être prise comme une donnée immédiate de la conscience, ainsi que son corollaire : l'Autre est menaçant. Dans le cas d'un contact avec un occupant étranger, la probabilité que l'occupé soit en permanence disposé à secouer le joug est très grande. Il s'ensuit que la stratégie de la guerre prolongée devient possible, car ses deux conditions fondamentales sont réunies : un ennemi clairement discernable et un appui, au moins tendanciel, de la population pour les insurgés. L'exemple chinois est particulièrement net. Les guérillas communistes ont végété très exactement jusqu'en 1937. L'attaque japonaise a entraîné l'alliance avec le Kouo-min-tang, l'appui du peuple et la possibilité de manifester la plus grande efficacité militaire des communistes. Une fois les Japonais éliminés (par les Américains) les positions occupées par les hommes de Mao étaient si fortes qu'il pouvait envisager la prise du pouvoir pour un avenir proche. Sans l'attaque japonaise — si l'on consent à se livrer au jeu, instructif, de réécrire l'histoire — il y a de fortes chances pour que les communistes soient encore aujourd'hui dans leurs cavernes du Yennan. Certains faits permettent d'étayer cette hypothèse ; nous pensons à toute une série de guérillas (aux Philippines, en Malaisie, en Thaïlande, en Birmanie) qui végètent depuis des décennies. Il est permis de penser qu'une invasion étrangère (en particulier l'intervention américaine) leur amènerait immédiatement des troupes et leur permettrait d'étendre leur influence jusqu'à la prise du pouvoir inclusivement. Or du fait de la division de la planète en unités politiques souveraines, de la survivance de l'empire russe (et nous pensons surtout aux allogènes incorporés à l'URSS) et de l'existence d'unités politiques fictives (en Afrique noire surtout, où les découpages ignorent totalement les partages ethniques), toutes ces situations font que la probabilité qu'un parti révolutionnaire puisse utiliser à son profit la haine nourrie par le peuple contre un occupant, cette probabilité est forte. La coloration nationaliste évidente du maoïsme se comprend, ainsi, aisément : c'est parce que et dans la mesure où Mao a réussi à convaincre une majorité des Chinois qu'il était plus que d'autres capables de résoudre les problèmes nationaux du pays, qu'il l'a emporté. Quant à l'aspect proprement social de l'affaire (la réforme agraire) son caractère subordonné saute aux yeux : on ne peut demander au peuple des sacrifices qu'en lui promettant des avantages en échange : or, pour une paysannerie, quelle qu'elle soit, la récompense suprême est la terre.

Le modèle castriste fait infiniment moins sérieux. Il ne se distingue du précédent que sur un point : il part de l'hypothèse que les sociétés sous-développées

⁹ Ce n'est pas le lieu de faire la théorie de la guerre civile. Disons simplement que sa condition la plus générale est la division de la société selon un clivage vertical qui traverse les strates et que cette condition est difficilement remplie.

sont en permanence au bord de l'insurrection et qu'il suffit d'une chiquenaude initiale pour mettre la machine révolutionnaire en marche. Or c'est une hypothèse absurde. Ou, du moins, elle contredit une expérience historique constante : ce n'est qu'à l'occasion d'une vacance du pouvoir que le peuple entre dans l'arène politique et non pas simplement parce qu'il est pauvre. Sans doute y a-t-il l'exemple de Cuba. Il est tellement particulier qu'on ne peut le prendre pour modèle. En effet, Castro a profité d'une conjoncture rare : un régime sanguinaire qui avait perdu confiance en sa propre survie et à qui les États-Unis ont enlevé tout soutien. Il n'est pas tout à fait impossible qu'une telle conjoncture se retrouve, mais elle est improbable. Cette irréalité du castrisme explique certains de ses aspects. Il explique d'abord l'échec constant des guérillas en Amérique latine et leur remplacement tendanciel par des activités terroristes irrationnelles. Cela dit, le modèle peut devenir parfaitement efficace pour peu qu'il rencontre la même condition que le modèle maoïste, à savoir un occupant étranger. Tant que l'ennemi est l'impérialisme, le marché international, la bourse de New York..., il n'y a aucune chance qu'on réussisse à mobiliser les masses. Si, par contre, les États-Unis en venaient à intervenir personnellement et directement dans les pays latino-américains, la mobilisation deviendrait possible et la stratégie de la guerre prolongée pourrait commencer à fonctionner.

Le modèle que nous avons appelé *fascistoïde* est tout aussi inconsistant. La probabilité qu'il mène à la prise du pouvoir est nulle, nous l'avons déjà indiqué. Non parce que la stratégie est inefficace, car Mussolini et Hitler ont réussi, mais parce qu'on prétend prendre appui sur des forces sociales extérieures au système, ou d'un poids insuffisant pour, à elles seules, pouvoir le paralyser. Cela admis, il n'est pas sans intérêt de dégager la condition la plus générale d'apparition de ces activités « fascistoïdes ». Elle réside dans le fait que le système dominant tolère une certaine marge de dissidence et ne réprime pas immédiatement et rapidement toute atteinte à l'ordre. Autrement dit, un modèle « fascistoïde » ne peut entrer en application que dans un régime politique pluraliste. En sens contraire, un régime monopolistique est contraint de réprimer avec la plus extrême rigueur la plus petite manifestation de contestation.

Le système américain supporte des manifestations réunissant des centaines de milliers de participants aux portes de la Maison Blanche : le système soviétique s'empresse d'enfermer cinq contestataires isolés sur la place Rouge. Ce que l'on pourrait exprimer encore en disant qu'un régime pluraliste s'accommode de révoltes multipliées, mais qu'en régime monopolistique toute révolte se transforme, s'il n'y est pas mis fin immédiatement, en révolution. Une dernière remarque, sur l'avenir des mouvements « fascistoïdes ». Trois issues se dessinent. En allant, du moins au plus probable, on a d'abord la naissance, l'extension et la victoire d'un mouvement fasciste proprement dit. Cette issue dépend, d'une part, d'une putréfaction du pouvoir en place et des élites qui le soutiennent, putréfaction qui, à son tour, dépend soit d'une crise intérieure paralysante, soit d'un sentiment de peur né d'une menace extérieure ; d'autre part, elle dépend de groupes autres que marginaux. Nous considérons cette issue comme improbable, car rien ne laisse prévoir que dans un avenir proche, ces deux conditions soient réunies en Occident. La deuxième issue est la guerre civile larvée. Nous entendons par là

une situation caractérisée par des dissidences locales prenant la forme d'une criminalité massive ; le corps social ne se scinde pas en deux partis antagonistes, mais l'ordre est en permanence transgressé par une multitude d'agressions dispersées. Il est possible que les États-Unis, du moins dans les grandes agglomérations, tendent à réaliser ce type. La troisième issue est la plus probable. Elle consiste dans un sursaut répressif de l'ordre qui tente, avec l'appui des personnes exaspérées par la multiplication du désordre, de mettre un frein ou un terme aux dissidences. Nul ne peut prédire jusqu'où ira ce retour de manivelle, s'il suffira d'un renforcement de la répression compatible avec le maintien des libertés ou s'il faudra la mise en place d'un monopole politique. Le certain est que le balancier politique occidental semble osciller à ce jour vers la droite et que le succès politique le plus assuré des mouvements noir et étudiant américains a été l'élection de Nixon à la présidence. On ose espérer que ce succès n'ira pas jusqu'à faire élire un Wallace.

Que faut-il conclure de cette analyse sans doute trop rapide ? Si l'on admet que le Tiers-Monde a déjà suffisamment de problèmes à résoudre sans que des intellectuels occidentaux viennent lui souffler des conseils intempestifs, et que les pays soviétiques ont à conquérir leurs libertés avant de songer à la question de savoir ce qu'ils en feront, la conclusion qui paraît s'imposer est qu'il est bien inconfortable, en Occident, de se vouloir à la fois marxiste et révolutionnaire. Si l'on prétend maintenir avant tout la première étiquette, on se condamne irrésistiblement à virer au réformisme, à admettre que sans le maintien des libertés publiques, rien n'est possible, et à formuler des vœux pressants pour qu'il n'y ait pas de révolution. Si l'on se veut avant tout révolutionnaire, l'on se condamne à travailler pour des mouvements qui, en cas de victoire, n'auront pas de tâche plus pressée que de vous éliminer férocelement ; sinon, dans une hypothèse plus favorable, on s'expose à la répression plus ou moins molle de l'ordre. De toutes façons, la distance entre les rêves et la réalité a de quoi accabler. Nous ne pousserons pas l'objectivité jusqu'à nous en déclarer navré.